

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20°)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"
FRANCE : Un an... 22 fr. Six mois... 11 fr. Trois mois... 5,50
ÉTRANGER : Un an... 30 fr. Six mois... 15 fr. Trois mois... 7,50
Chèque postal : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

DIX ANS APRÈS

DONC, une fois de plus, les gouvernants de ce pays vont célébrer l'anniversaire de la victoire, de leur victoire.

Une fois de plus, ils vont commémorer l'immolation de leurs quinze cent mille morts.

Une fois de plus, ministres, parlementaires, généraux, vont glorifier leur œuvre de guerre et s'en glorifier.

Sans partager cet enthousiasme, acceptons le sujet qu'ils proposent à nos méditations.

Ce qu'a coûté cette victoire et ce qu'elle coûte encore, quels genres d'avantages a pu apporter, c'est ce que savent ceux qui ont perdu ni toute mémoire d'un passé proche, ni toute conscience du présent.

On a discuté pour savoir quels avaient été les véritables vainqueurs de cette guerre, quelle caste de profiteurs en avait tiré les plus grands bénéfices, quelle fraction du capitalisme européen ou yankee.

Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu un grand vaincu : le prolétariat international.

Dans tous les pays ou « victorieux » ou « vaincus » la classe ouvrière a effroyablement payé en chair massacrée, en impôts extorqués les frais de cette guerre dont elle ne cesse pas aujourd'hui de subir les conséquences.

Mais il n'y a pas que cela.

Lorsque, de 1914 à 1918, les gouvernements jetaient leurs peuples respectifs à la tuerie, ils étaient en somme dans leur rôle. Ils obéissaient peut-être à ce qu'ils croyaient un « devoir », respect des alliances, protection des intérêts nationaux, « égoïsme sacré » patriotique ou tout ce que l'on voudra. Ils se conformèrent à l'idéologie de leur milieu et à la routine de leur métier.

Mais les ouvriers français, mais les ouvriers allemands, mais ces fractions d'une classe qui devaient s'unir par-dessus les frontières et ne plus connaître de patrie, mais ces partis socialistes qui avaient fraternisé en tant de congrès internationaux, mais ces syndicats ouvriers, quelle allait être leur attitude ?

Quelle allait être, en France et en Allemagne, l'attitude des organisations qui se déclaraient qualifiées pour parler au nom des travailleurs ?

Est-ce qu'au point de vue simplement humain comme au point de vue spécialement ouvrier, ce massacre était autre chose qu'une barbarie déplorabile. Est-ce que pour la classe ouvrière mondiale, il pouvait constituer autre chose qu'un affreux fratricide ? Pouvait-on éprouver un autre désir que de le voir prendre fin. Pouvait-on assigner une plus haute et plus noble ambition aux groupements, aux partis qui se réclamaient du prolétariat que celle de démontrer leur capacité d'action en imposant la paix aux gouvernants. Quel magnifique prélude eût été pour les transformations sociales de l'avenir.

On sait ce qu'il en a été.

On sait comment, en France comme en Allemagne, les organisations et les partis prolétaires se mirent au service des patries.

Par une parodie sinistre d'une formule célèbre « l'extermination des travailleurs fut l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », œuvre poursuivie docilement, passionnément même par les organisations prolétaires.

Le prolétariat avait trahi sa propre cause.

Et c'est ce qui pèse aujourd'hui si lourdement sur lui.

Nous ne voulons pas examiner tardivement ce qui aurait pu être fait, ce qui aurait pu être tenté, ni quelles en auraient été les chances de réussite. Nous n'oublions pas à quelles difficultés se heurtait tout essai de propagande humaine sous la dictature de guerre. Ceux qui les tentèrent firent du moins ce qui dépendait d'eux.

Mais combien formidablement plus forte était l'autre propagande, la propagande de guerre. De quelle large publicité et de quels noms prestigieux pour les masses elle disposait.

On avait mobilisé, hélas ! jusqu'à des « intellectuels anarchistes ». Et ce fut une grosse peine pour beaucoup de nous que de retrouver dans telle liste de zélés ou de jusqu'aboutisme deux ou trois signataires d'hommes dont nous aimions à admirer l'œuvre et dont le passé eût mérité un autre couronnement.

Cependant la tuerie continuait. Et si, par hasard, quelques-uns du front manquaient de zèle à tuer et se faisaient tuer, on les fusillait. Tout simplement.

On pourrait tirer une édifiante anthologie de ce qui fut écrit alors dans des organes « révolutionnaires », et par les représentants des idées « internationalistes ». Et ce serait une curieuse histoire à écrire que celle du concours

donné à « l'Union sacrée » par les représentants de ceux qui avaient tout à perdre dans la guerre.

Que s'était-il passé au juste ? Il y a probablement eu surtout manque de courage moral. Et il en aurait fallu pour tenir tête à l'ouragan, pour affronter les gouvernements et la répression toute prête. Il fut plus commode, plus facile et aussi beaucoup plus avantageux de céder au courant, de hurler avec les loups.

Il n'y avait plus qu'à trouver des prétextes ou des raisons pour expliquer cette attitude.

Pourquoi les socialistes allemands n'auraient-ils pas défendu la cause du pays du marxisme ?

Et pourquoi les socialistes français n'auraient-ils pas pris la défense de la plus démocratique des patries.

De part et d'autre d'ailleurs on résistait avec le même zèle à « une agression injustifiée ».

Bien entendu, on accusait en France les socialistes allemands de manquer à leurs devoirs les plus élémentaires en en prenant pas parti pour la France.

Et les socialistes allemands jugeaient très sévèrement le chauvinisme de leurs congénères français.

On pourrait imaginer, à la rigueur, un désastre, un cataclysme naturel qui aurait fait autant de victimes et autant de ruines qu'en a fait la grande guerre. Mais ce désastre-là fut volontairement subi et accepté et voulu.

Des hommes de bonne volonté auraient pu se trouver débordés par les événements, se trouver impuissants à réagir contre eux, mais du moins ne pas se faire complices de la tuerie et attendre pour en profiter le premier moment favorable à une intervention.

Or, lorsque se produisirent ces tentatives d'intervention prolétarienne pour mettre fin à la tuerie homicide il y eut des hommes et des partis « prolétaires », et tout particulièrement en France, qui ont fait le nécessaire pour qu'elles n'aboutissent pas.

La guerre n'aurait pas duré quatre ans sans les hommes et ces partis qui entraînerent le consentement de la classe ouvrière.

Il fallait cela, paraît-il, pour le triomphe du Droit, de l'Équité, de la Justice.

Il paraît que la cause des Alliés était la bonne cause et qu'il fallait châtier les empires centraux.

Le Droit, la Justice, les sinistres entités au nom desquels on requiert des têtes pour le bourreau, des victimes pour le baigne, réclamaient la continuation des sacrifices humains.

On se livrait au petit jeu de la recherche des « responsables » qui étaient naturellement du côté ennemi.

Le sang des peuples pouvait continuer à ruisseler, les travailleurs pouvaient continuer à s'entre-tuer.

Et c'est ce qu'ils ont fait.

Et ce qui se passe aujourd'hui est la suite logique de ce qui s'est passé alors.

Les Poincaré et les Hindenburg paraissent à la tête de leurs peuples.

Les Paul-Boncour continuent l'œuvre du socialisme de guerre en préparant la prochaine mobilisation.

De même qu'ils menaient la guerre au nom de considérations humanitaires, de même la prochaine se prépare sous un déluge de protestations pacifiques.

Le prolétariat a si bien marché l'autre fois, Pourquoi ne marcherait-il pas une fois de plus ?

Pendant qu'ils vont célébrer leur victoire, pensons à ce qui s'est passé pendant les années tragiques, à ce qui peut se produire de nouveau demain.

Et donnons une pensée aussi à ces hommes courageux, nos camarades « tolstoïens », dont nous parlait le *Libertaire*, qui préfèrent subir toutes les répressions plutôt que de se faire complice du militarisme et des guerres à venir.

ÉPSILON.

Fédération Paris-Banlieue

Par suite du manque de salle l'assemblée générale est reportée au 17 novembre à 20 h. 30, salle Garrigues, rue Ordener.

ABONNEZ-VOUS

AU LIBERTAIRE

TROUVEZ-LE

DES ABONNÉS

LA HAUSSE DU LAIT

Les travailleurs ont souvent de ces surprises désagréables. Un beau matin, le mercanti du coin leur annonce la majoration de telle ou telle denrée, et, malgré leurs récriminations, il ne leur reste qu'à s'incliner.

La hausse subie par le prix du lait a provoqué un peu plus de bruit. Causée, de toute évidence, par les manœuvres spéculatives de quelques gros laitiers, elle a d'autant plus défavorablement impressionné qu'elle porte sur l'aliment indispensable aux vieillards, aux malades et aux enfants.

La bourgeoisie elle-même, qui au fond se soucie fort peu de cette augmentation, a jugé pourtant convenable de crier au scandale et de réclamer des mesures aux services compétents. Car les zélés propagandistes — en parole — de la repopulation le savent bien : plus que leur glorification le lapinisme, des faits comme celui-ci parlent éloquentement à la conscience des ouvriers et les incitent à réfléchir avant de proclamer de petits malheureux voués à la misère et à la faim.

Quant au gouvernement, pour ne pas trop mécontenter l'opinion publique, il a décidé d'enquêter.

En conséquence, M. Chiappe, homme actif par excellence, est allé, en personne, remettre au Procureur de la République tous les documents relatifs à la hausse afin que le Parquet puisse aviser.

Satisfaction toute platonique. Le consommateur continue à payer son litre de lait 1 fr. 75, tandis qu'on l'invite à prendre patience puisque les autorités s'occupent de son sort.

De la patience, il lui en faut en effet. Voilà bien près de dix ans qu'il attend le résultat de l'enquête ouverte en 1919 par le juge d'instruction Leroy, lorsque le prix du lait monta de 0 fr. 60 à 0 fr. 90 ! Il est vrai que l'affaire s'est classée d'elle-même... lors de l'augmentation suivante.

Quant aux tentatives de poursuites, engagées l'année dernière contre trois grandes sociétés laitières, elles ont été clôturées par un non-lieu. Or les responsables de la hausse actuelle sont ces mêmes sociétés. Peut-on attendre de l'instruction qu'on pourrait intenter contre elles, autre chose qu'un second non-lieu ?

Il faudrait être bien naïf pour croire à l'efficacité de ces indignations et déclarations officielles, fussent-elles parties de la Préfecture. Certes, le pouvoir de M. Chiappe est grand : il a toute licence pour faire matraquer les révolutionnaires ou expulser les travailleurs étrangers. Mais s'agit-il de punir les grands fauteurs de la vie chère ? L'aspect des choses change. MM. Donon, Genvrain et Cie n'ont pas d'ordres à recevoir du préfet de police, ce sont plutôt eux qui lui en donneraient, au cas où les consommateurs voudraient user d'action directe à leur égard.

Aussi l'issue de cette fameuse enquête ne fait-elle pas de doute : ce sera encore un dégonflage en règle que la presse saura habilement faire passer inaperçu à l'ombre de quelque fait-divers sensationnel.

Cependant, les spéculateurs, sans crainte de poursuites, enregistrent leurs bénéfices nouveaux.

Les statistiques, elles, enregistrent un peu plus de mortalité infantile. Mais qu'est-ce que cela peut bien faire aux accapareurs laitiers ? « Fermiers Réunis » et « Coopératives Laitières » sont puissants et ont d'autant plus beau jeu qu'ils trafiquent d'une matière de première nécessité. Pour les atteindre, il faudrait une forte pression de ces masses ouvrières que l'on berne encore facilement avec un simulacre de justice. Et surtout que tout en faisant entendre leurs protestations énergiques, les travailleurs n'oublient pas que la spéculation, comme l'exploitation, est à la base même du régime et ne pourra disparaître qu'avec le renversement de celui-ci.

Lucile PELLETIER.

Un mot, camarades, et une prière

Vous verrez dans les colonnes à côté, que le Comité de Défense du Droit d'Asile organise lundi prochain un meeting aux Sociétés Savantes contre les expulsions administratives.

C'est le deuxième grand meeting sur le sujet, d'autres suivront ainsi que certaines manifestations que vous apprendrez par la presse et qui doivent nous conduire au résultat recherché : tranquillité et sécurité pour les réfugiés politiques.

Nous nous adressons aux deux mille cinq cents lecteurs du *Libertaire* de la région parisienne, nous les prions d'être des nôtres ce soir-là, quel que soit le temps.

C'est certainement embêtant, camarades, d'avoir à vous déranger si souvent, mais l'existence des proscrits n'est pas enviable non plus. Pensez à ce que serait votre vie à vous si, le fascisme s'implantant en France, vous deviez traverser votre misère un peu partout à travers le monde.

Songez à cela... et restez chez vous, lundi, si vous le pouvez.

LE LIBERTAIRE.

LA CHASSE AUX PROSCRITS

Pour l'étranger riche, qui, profitant de la baisse de notre change, envahit la France comme un pays conquis, tout est permis : depuis le divorce rapide et à bon compte jusqu'aux basses joies qui dégradent. Devant les frasques et les insolences de cet étranger-là, on ferme les yeux car ne laisse-t-il pas ses banknotes aux innombrables mercantis ?

Les rigueurs des agents de l'« ordre » sont réservées à l'étranger pauvre, au proscrit qui dut fuir la dictature et qui crut, le naïf, trouver tranquillité et sécurité dans la France des droits de l'homme en y pratiquant une vie digne, toute de labeur.

L'expulsion administrative est odieuse et intolérable

Les réfugiés politiques sont traités, ici, comme les derniers des parias — les bêtes fauves sont moins pourchassées dans la jungle. Aucun statut... les protège de la vengeance des ambassades et des tracasseries des polices.

Le policier français tient dans ses mains le sort des proscrits étrangers, c'est de sa volonté que dépend le droit d'asile.

Il faut en finir avec un état de choses qui déshonore la France aux yeux de tous les esprits libres du monde. Les « Droits de l'Homme », dont le français moyen se montre si fier, doivent être aussi les droits de l'étranger pauvre.

Gens de cœur ! une cause juste a besoin de vous, venez la servir et accourez nombreux au

GRAND MEETING

Lundi 12 Novembre à 20 h. 30

Salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton

Y prendront la parole :

J. LONGUET

du Parti Socialiste

P. NENNI

ancien directeur de l'Avanti

A. ZEVAËS

Avocat

FERDINAND HÉROLD, Vice-Président de la Ligue des Droits de l'Homme

P. LEMEILLOR

de l'Union Anarchiste

CAPOCCI

Secrétaire de l'Union des Syndicats Confédérés

R. LAZURICK

Avocat et secrétaire général du Soir

Le Comité de Défense du Droit d'Asile

NOTA : Les portes ouvriront à 20 heures. Il sera perçu UN FRANC pour couvrir une partie des frais. Descendre au métro Saint-Michel.

UNE INFAME COMÉDIE

Les articles 70 et 71 de la loi de finances sont venus fort à propos rompre la monotonie politique que les vacances parlementaires avaient encore accentuée. Sous le prétexte d'abroger ou de défendre le principe de la laïcité de l'Etat, deux clans de politiciens affamés de portefeuilles ministériels viennent de se dresser (publiquement s'entend) l'un contre l'autre. Les noms de Waldeck-Rousseau et de Combes furent lancés dans la circulation et à coups de textes colligés pour les besoins de la cause on a dressé les plus virulents réquisitoires contre la loi de 1901 — ou bien contre ceux qui la veulent pratiquement abolir aujourd'hui.

Les journaux de droite crient qu'il faut réparer l'injustice commise par le petit Père Combes en réintégrant les congrégations dans leurs biens.

Les journaux de gauche s'exclament que c'est presque toute la position du régime que l'on veut poser — les Révérends-Pères congréganistes étant les plus actifs propagandistes de la régression sociale.

Les stipendiés de la Nonciature crient à l'intolérance, à la persécution des religieux — et demandent que l'Union Nationale soit appliquée jusqu'au bout.

Les sportulaires de Marianne répliquent que depuis la guerre les prêtres ont relevé insolemment la tête, qu'ils veulent reconquérir la domination qu'ils faisaient peser durement sur le peuple. Et ils invitent tous les partisans de la véritable liberté à se dresser contre le retour de cette « église militante » qui, il n'y a pas encore si longtemps, faisait brûler le chevalier de La Barre.

L'EGLISE a accompli tellement de crimes, durant les quinze siècles de sa prédominance, elle se montra si souvent le plus féroce soutien des puissants et des riches, elle prit, à toute occasion une part tellement active dans l'oppression des pauvres, elle se révéla d'une manière si continue l'implacable tortionnaire de tous ceux qui ne se prosternaient pas devant l'autel, elle souleva tant de haine contre elle par ses

crautés que le peuple aurait tendance à marcher avec les « démocrates ».

Nous avons entendu des ouvriers qui disaient : « Ah ! les salauds, ils vont faire rentrer les moines en France. Ils vont leur redonner les magnifiques propriétés que constituent les monastères. Ils vont nous ramener la peste religieuse. Non, il faut empêcher cela à tout prix ».

Nous ne sommes pas, nous autres anarchistes, suspects de tendresse, voire même de simple sympathie vis-à-vis des ensoulanés.

Nous avons payé un large tribut à la lutte contre les « calotins » et nous continuons chaque fois que l'occasion s'en présente (nous faisons même naitre cette occasion) à démasquer ce crime permanent contre l'Humanité que constitue l'Eglise.

Cependant, dans la polémique actuelle, nous nous contentons d'assister en simples spectateurs aux coups échangés — parce que toute cette histoire, toute cette indignation feinte de nos démocrates, tout, du commencement à la fin, constitue une monstrueuse comédie destinée à égarer l'opinion publique.

On veut « faire » de l'anticléricalisme pour éviter de prendre position sur de brûlantes questions et pour que le brave peuple consacre son attention à cet anticléricalisme, au détriment des problèmes autrement graves et d'une plus cuisante actualité.

Des centaines de pauvres diables moisissent dans les prisons pour avoir clamé leur opposition systématique et révolutionnaire au régime de boue, des milliers de jeunes êtres souffrent et meurent dans les bagnes militaires pour ne pas avoir consenti à être de dociles instruments de meurtre, des milliers d'étrangers s'étant fixés en France pour ne pas subir la vindicte de leurs bourreaux sont persécutés et expulsés sans aucun jugement par une police à la dévotion des Césars de Carnaval. Les mercantis imposent, malgré tous les arrêtés préfectoraux, le prix qu'ils veulent à la population. Un patron rapace ratiocine sur les salaires

des ouvriers, le bloc des proprios rançonné de plus en plus lourdement les locataires. La vie devient de plus en plus chère et la police, la garde républicaine mobile et la gendarmerie sont renforcées pour pouvoir réprimer le plus vite et le plus implacablement possible tous ceux qui voudraient tenter un mouvement de révolte contre les responsables de leur misère. On arrête douze cents hommes qui veulent protester contre l'assassinat de vingt des leurs, on interdit même les réunions et les séances de projections cinématographiques quand ces soirées ont pour but autre chose que des pleurnicheries sur la misère ou des louanges au sabre et au goupillon.

Bref, la misère populaire s'amplifie — et la répression se fait de plus en plus féroce. On renvoie aux calendes le projet de loi sur l'Amnistie, on prépare des feuilles d'impôt de plus en plus chargées, on augmente les budgets de la guerre et de la marine — et à ceux qui veulent poser des questions aux parlementaires sur tout cet état de choses, on répond : « Malheureux ! vous causez de tout cela pendant qu'on va réintroduire les congrégations en France ! »

Car, qu'on ne s'y trompe pas, le secret de toute la campagne cléricale ou anticléricale d'aujourd'hui, c'est l'appât des uns et des autres de monopoliser les portefeuilles ministériels.

Les réactionnaires, eux, ne sont pas gênés dans leur campagne contre l'Union Nationale, parce que toutes leurs campagnes furent des campagnes de répression — mais les radicaux et les républicains-socialistes ne sont pas dans le même cas. Ils dénoncent l'Union Nationale parce que cette formation empêche de réaliser tout progrès social. Seulement, s'ils crient contre la réaction, on peut leur objecter : « Mais vous avez toléré la pire répression, la plus formelle atteinte à la liberté des gens durant tout votre séjour au ministère. Vous avez non seulement admis mais encouragé Chiappe. Alors ! qu'avez-vous à reprocher à vos comparses ? »

Et l'occasion de prononcer une belle réponse vient de leur échoir. « Ce que nous reprochons à nos associés, c'est de profiter de notre loyauté pour introduire subrepticement, hypocritement, un texte qui anéantirait toute notre œuvre de laïcisation. Ce que nous leur reprochons, c'est d'abuser de notre volonté d'union pour faire rentrer les enfroqués en France. »

SEULEMENT les radicaux, les républicains-socialistes n'ont rien à reprocher aux réactionnaires.

Quand ceux-ci crient à l'intolérance maçonnique, ils mentent sciemment. Quand ils s'exclament persécutés, ils savent très bien qu'ils énoncent des contre-vérités.

Tarifables, les radicaux qui crient au danger cléricel ! Hypocrites, les démocrates qui dénoncent le péril congréganiste !

Jamais la loi de 1901 ne fut appliquée sincèrement et entièrement.

Même sous le ministère Combes, même quand Herriot était président du Conseil, même lorsque Caillaux exerçait son proconsulat, les congrégations recevaient des fonds du Gouvernement pour faire de la propagande aux colonies et à l'étranger.

Les ministres les plus anticléricaux ont subventionné les prêtres, ont donné l'investiture officielle aux congrégations, les ont reconnues comme propagandistes accrédités auprès des puissances sud-américaines. Aux colonies, on installait le prêtre en même temps que le pouvoir militaire. Le goupillon était intronisé par le sabre, grâce aux fonds distribués largement par les radicaux et les républicains socialistes anticléricaux.

En France, depuis toujours on toléra (illégalement, mais officiellement) les sièges sociaux et les centres de recrutement et d'initiation des congréganistes. Alors, pourquoi, aujourd'hui, ces cris d'indignation ? Pourquoi cette campagne de presse intéressée autant que jésuitique ?

Pour que le peuple, si un ministère « démocrate » arrive au Pouvoir, puisse croire que c'est le progrès social et la pensée libre qui triomphent sur l'ignorantisme et la réaction.

La polémique établie autour des articles 70 et 71 de la loi de finances n'est qu'une infâme comédie destinée à détourner l'attention des prolétaires de la répression qui s'amplifie, du fascisme qui s'installe.

Tous nos efforts en faveur de l'amnistie, contre la contrainte par corps, contre les expulsions administratives, pour arracher les victimes du régime infect des ergastules mais pas un geste, pas même le lever du petit doigt pour défendre des politiciens véreux contre d'autres politiciens.

Concentrons nos forces, renforçons notre propagande pour soulever les masses contre une société pourrie.

Mais habituons bien les ouvriers à cette idée que le jour où sera déclenché un mouvement de révolte, ce ne sera pas pour hisser des pantins au Pouvoir, mais pour débarrasser la terre de tous les parasites qui vivent grassement de la crédulité humaine.

Louis LOREAL.

Considérations sur un budget démocratique

Nous voici à nouveau à la veille de la discussion du budget. Les professionnels de la politique, au moyen de mesures plus ou moins arbitraires, vont déterminer notre capacité de participation à l'impôt dans le but de couvrir ce fameux budget.

Celui qui est actuellement soumis aux Chambres ne représente qu'une des formes de la vieille oppression que subit le peuple. Il est établi sans justice, et qu'il soit direct ou indirect, l'impôt retombe toujours en fin de compte sur les individus les plus déshérités. Aujourd'hui surtout — après l'expérience de la dernière guerre — le budget est entaché d'une immoralité flagrante.

Nous payons l'impôt non pour assurer des services publics : l'hygiène, l'assistance, l'instruction, l'entretien des routes, l'eau, le gaz, l'électricité à domicile, etc., mais surtout pour payer les dettes contractées pendant la guerre à des fournisseurs patriotes, pour entretenir un militarisme compromettant et organiser des aventures coloniales dont le profit exclusif va à quelques particuliers.

L'égalité devant l'impôt est une fameuse gâlerie de nos politiciens :

Le producteur-propriétaire ne paie pas l'impôt.

Le commerçant ne paie pas l'impôt.

L'intermédiaire, à quelque titre qu'il le soit, ne paie pas l'impôt.

Seul paie l'impôt le consommateur non commerçant.

Les premiers ont un procédé fort simple pour s'y soustraire : ils établissent pour la vente de leurs marchandises un prix de revient dans lequel ils mentionnent tous leurs frais généraux (impôts compris) et bénéficiaires ; l'impôt ne régnait pas leur superflu puisqu'il entre dans le prix de revient, il viendra seulement par contre-coup frapper le consommateur, puisqu'il est incorporé au produit qui est jeté dans le commerce. Il ne frappe ni la richesse acquise, ni le revenu somptuaire et retombe en définitive sur la classe ouvrière étendue à la catégorie de tous les consommateurs non propriétaires qui n'ont de la sorte aucun recours contre l'impôt.

Pourtant entre le salarié à 15.000 fr. par an par exemple et l'actionnaire dont les dividendes se montent à quelques centaines de milliers de francs, il y aurait une proportion à observer qui serait favorable au rendement des impôts ; mais nous vivons un régime qui reconnaît comme morale la propriété et qui pose en axiome qu'elle est inviolable et sacrée. De là, justifiant ces quelques observations, l'injustice qui préside à la perception des impôts.

Le budget actuel, après de multiples compressions, évolue aux environs de 50 milliards. Si l'on tient compte que le revenu du pays est évalué à 200 milliards de francs, on verra ainsi que le quart de ce revenu est affecté au service du budget. A l'heure où nos gouvernants parlent de paix, où il est question officiellement de désarmement, il est assez curieux de trouver dans l'exposé des motifs du projet de budget les déclarations suivantes relatives aux dépenses pour la défense nationale : « La réorganisation de l'armée, notamment la préparation de la réduction du service militaire actif, la reconstitution des réserves de guerre, la mise en état de défense de notre nouvelle frontière de l'Est, la reconstitution de nos forces navales, l'amélioration de la protection de nos côtes, le renforcement de l'armement de nos colonies ne pouvaient manquer d'entraîner des charges très lourdes que les ministères intéressés avaient fixées à un chiffre supérieur de 4 milliards environ aux dotations accordées par le Parlement dans la loi de finances de 1928. »

Si l'on tient compte que, dans le budget de 1928, les dépenses pour l'armée et la guerre absorbaient environ 40 % du budget, proportion encore insuffisante, puisque le ministère de la Guerre demandait 4 milliards supplémentaires pour 1929, on se rendra compte ainsi que la guerre crée de lourdes charges et que, même lorsqu'elle est terminée victorieusement, la misère qui en découle est lourde aux épaules d'un peuple même laborieux.

Toutefois, ces 4 milliards refusés ne le sont pas à titre définitif.

« Nous ne pouvons leur attribuer, dit l'exposé des motifs, que le caractère d'un ajournement, que nous nous efforçons de faire aussi bref que possible, nous réservant d'accroître ces dotations aussitôt que pourra nous le permettre l'existence de nouvelles disponibilités. »

Et la phrase suivante donne à réfléchir :

« Nous avons maintenu des crédits assez larges pour l'organisation défensive de notre frontière de l'Est, qui est, comme on le sait, ENTièrement DÉCOUVERTE sur une grande partie de son tracé. »

Diable ! il y aurait donc danger de guerre à l'Est... Alors, Locarno, Thoiry ne seraient que des divertissements de politiciens ? On se paie notre tête comme par le passé.

L'examen de ce budget révèle des choses fort curieuses. Ce pays, saigné à blanc, de l'aveu même des économistes les plus officiels, en couvrant un impôt qui s'élève au quart du revenu global du pays, fournit son effort fiscal maximum. C'est un fait acquis. Nos possibilités contributives sont limitées ; nous n'avons pas d'argent à gaspiller. Or, nous voyons avec stupeur que l'on consacre à peine des millions à l'hygiène, à l'instruction, aux travaux publics, à l'assistance et à la prévoyance sociales, et que, par contre, on consacre des milliards à la guerre ; d'abord à construire des fortifications qui seront inutiles dans une guerre future ; ensuite, à entretenir une armée qui n'aura plus sa raison d'être, car il n'est pas besoin d'être grand clerc pour déduire que la guerre de demain sera de peuple à peuple et non d'armée à armée.

Nous aurions aussi de l'argent pour subventionner des congrégations que l'on se propose de reconnaître. Ce n'est pas le côté le moins drôle de l'histoire : la République maçonnique et radicale secourant financièrement les jésuites. Mais toutefois ce mauvais coup pourrait fort bien échouer ; Marianne n'est peut-être pas encore dans un état de décomposition suffisant pour l'apostiller.

Il va être question aussi de l'augmentation de la paye des députés ; ces messieurs veulent 60.000 francs, ils estiment que, par ces temps de vie chère, c'est une somme indispensable pour vivre ; voilà encore quelques millions qui, prélevés sur les consommateurs, vont aller dans la poche de personnages qui n'ont rien de commun avec le peuple et qui ne prétendent faire leurs affaires que pour mieux l'opprimer. De 9.000 francs avant la guerre à 60.000 francs en 1929, l'indice est coquet ; les députés posent là les éléments d'une revendication qu'il leur serait difficile de repousser si elle était généralisée par des salariés ; salaire d'avantage multiplié par 6,66, voilà l'occasion idéale d'un front unique à réaliser contre l'Etat et les patrons.

D'un point de vue moral, cette différence exagérée de traitement entre le représentant et le représenté est tout bonnement un scandale, un défi au bon sens et à la raison ; à l'heure où l'on parle d'économie, où tant de familles vivent dans une gêne constante avec, encore, les perspectives de chômage, de maladies, d'accidents, toutes choses que le député ignore et dont il n'a pas à s'inquiéter, ces messieurs vont augmenter leurs prébendes au détriment de ceux qui sont privés de ces moyens matériels qui, chez les uns, sont luxe et superflu, ils ne font rien hors leurs propres affaires.

Le parasitisme s'est installé en maître dans notre démocratie ; l'on pourrait même dire qu'il la dévore. Le plus clair de nos ressources est pour lui, qu'il soit civil ou militaire, alors que nos laboratoires sont vétustes et mal outillés, nos villes malsaines, que l'enfance grandit dans l'ignorance, etc. Voilà, succinctement exposé, à quoi sert un budget démocratique, cent quarante ans environ après la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et cela nous fait penser avec sympathie, avec amour, à cette Révolution où la richesse était, en somme, un crime contre l'ordre moral qui doit fonder la Justice en dehors de tous les privilèges.

Bernard ANDRE.

PROPOS d'un PARIA

Encore un nouveau canard. Il ne suffisait pas au parlementaire Coty, écrivant par la plume d'Urban Gohier et d'autres nobles de moindre importance d'avoir lancé un journal qui, certes, ne vaut pas plus que les deux ronds auxquels il est rendu, il lui fallait aussi un journal du soir.

C'est maintenant chose faite. L'Ami du Peuple du matin a désormais pour complément l'Ami du Peuple du Soir.

Quand on aime le peuple, on n'a pas trop de toute la journée pour le lui faire savoir. On ne s'en prive pas dans cette boutique. Mais tout de même, ces mussolinisens exagèrent.

L'ouvrier intelligent, il y en a, quoique en pensent certains, ne peut pas lire l'Ami du Peuple, sans être frappé par la platitude, le manque de vigueur, l'absence de pensée qui se manifestent des informations mal rédigées, des tautologies de sens qui remplissent ces colonnes.

Je n'ai nullement l'intention de faire un parallèle entre la prose quotidienne et celle des autres journaux dit de grande information. Nous savons trop que toute la presse bourgeoise n'est, suivant la forte expression d'un de nos anciens camarades, qu'un vaste « pourrissoir » et que son rôle est de façonner l'opinion publique pour le plus grand profit et la tranquillité des classes possédantes qui sont en même temps les classes dirigeantes.

L'Ami du Peuple, lui, a entrepris de préparer les esprits à l'avènement d'un régime qui fait, paraît-il, les délices de l'Italie et de l'Espagne : celui de la dictature fasciste. Réjouissons-nous donc de la maladresse de ceux qui ont entrepris cette besogne. Toute cette démagogie démesurée qu'elle s'exerce à propos des anciens combattants — sous la plume d'un ex-poète excité de salle de rédaction — ou sur tout autre sujet est lourde et tombe à faux.

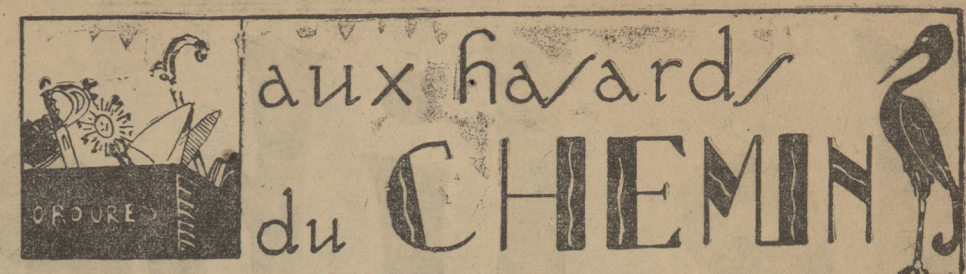
Une maison en construction s'écroule-t-elle ? Bandits ! clame l'écrivain de service. Bandits qui construisent des maisons avec des matériaux de mauvaise qualité. « Ah ! la vie humaine ne leur coûte pas cher, à ceux-là ! »

Evidemment qu'ils s'en foutent de la vie humaine, tout autant que s'en contrefoient les illustres généraux chers à l'Ami du Peuple. Coty ne vient-il pas d'annoncer à ses lecteurs avec toute la fanfare adéquate qu'il versait 100.000 francs pour ériger un monument à Mangin, le broyeur de noirs... et de blancs ?

Farceurs ! Qui donc espèrent-ils tromper ? Les maisons ne s'écroulent plus quand, unis sur le terrain du travail, les ouvriers auront imposé un contrôle sérieux, lorsqu'ils se refuseront à travailler pour des exploités aussi criminels que peut être stupide un rédacteur de l'Ami du Peuple.

Deux journaux à deux sous dans la même journée ? Bonne aubaine.

Mais les fabricants de papier hygiénique ne vont-ils pas, eux aussi, tenter à Coty un procès pour concurrence déloyale ? — Pierre Mualdès.



CRIMINELLE PROPAGANDE

Depuis quelques années déjà, les forces de conservation sociale ont compris toute la force de propagande que constituait le film. Et elles utilisent avec une réelle maîtrise l'image animée pour faire pénétrer parmi les spectateurs des salles de projection des idées criminelles et fausses.

Nous avons pu voir afficher des films tels que La Grande Parade, L'Agonie de Jérusalem, Napoléon qui, réalisés avec une merveilleuse mise en scène, non seulement dénaturent l'histoire de la façon la plus scandaleuse, mais encore inculquent des sentiments de haine et de chauvinisme à tous ceux qui vont au cinéma pour se délasser du labeur de la semaine et qui, sans s'en douter, subissent l'emprise insidieuse de la bande projetée.

Lorsque, par un hasard heureux, un film se trouve contenir un souffle d'humanité ou simplement de vérité, l'impitoyable censure « canarde » les plus beaux passages. C'est ainsi qu'un long cri d'horreur contre la guerre « J'accuse », qui fut donné en 1920, vient d'être de nouveau mis en circulation — mais tronqué, épuré, dépourvu de tout ce qui faisait la force et la beauté morale de l'œuvre.

Quand, d'aventure, le metteur en scène va puiser son sujet sur un roman social d'auteur célèbre, c'est un manifeste sabotage de l'œuvre littéraire de l'écrivain auquel se livre l'éditeur du film. Il y a un an et demi, une firme projetait : Le Juif Errant, d'Eugène Sée. Or, ce livre écrit par le pamphlétaire pour servir de réquisitoire au procès moral des Jésuites, fut ignominieusement falsifié à l'écran. Des Jésuites, il n'était pas question une seule minute dans le film ; on les avait baptisés Les Voyants (!) — car la censure cinématographique n'eût pas permis que l'on attaqué les infâmes disciples et continuateurs de Loyola.

Les communistes avaient décidé de constituer la Société des « Amis de Spartacus », qui avait pour but de donner des séances privées, réservées uniquement, à ses adhérents au cours desquelles seraient projetés des films non visés par la censure.

Le Cuirassé Potemkine, La Mère, de Gorki, furent ainsi projetés en France. Mais, au moment où cette Société allait donner Octobre, un ukase du bonapartisme Chiappe en a interdit les représentations.

Silence à tous ceux qui ne se mettent pas à genoux devant l'argent, la patrie, le goupillon ! Silence à tous ceux-là qui veulent parler, pour dire autre chose que des paroles d'admiration pour notre Société pourrie.

Et tandis qu'on bâillonne l'opposition, voici qu'on annonce à grand tam-tam deux nouveaux films : La Passion de Jeanne d'Arc, d'une part, et Verdun, vision d'histoire, de l'autre.

Deux bandes destinées à réchauffer le chauvinisme, dont l'une sera présentée solennellement à l'Opéra.

C'en est assez ! Les charognards, ne se contentent pas de leur tableau de chasse de la grande boucherie, veulent remettre ça ! Insatisfaits des bénéfices réalisés sur les mines de toute une contrée et sur quinze millions de cadavres, ils osent encore magnifier le crime.

Et si d'anciens voulaient répondre par un film anti-guerrier, la censure interdirait la représentation.

Eh bien ! puisque la liberté d'expression et de propagande humaine n'existe pas au cinéma, puisque le poison est déversé à pleine coupe sans qu'on puisse y apporter l'antidote, le moment est venu où nous devons employer les moyens énergiques pour empêcher la glorification du crime et des criminels.

Il faudra aller dans les salles où l'on projette des immondices — mais y aller avec des sifflets à roulette, avec des boules pointues avec des traits anti-guerriers pour créer un tel mouvement de réprobation populaire que ces films devront regagner le local de leurs éditeurs.

A la censure des riches, opposons la saine censure du bon goût et de l'humanité. Par tous les moyens il faut boucher la gueule aux assassins et les mettre dans l'impossibilité de nuire.

Aristobole.

MUSSOLINADES

Cependant que les agents du Duce se livrent en France aux douces joies de l'espionnage ou à la chasse de leurs compatriotes qu'ils dénoncent sans merci aux tracaseries de la police française, la publicité en faveur des « grandes réformes » accomplies par l'ex-chambardier ne chôme pas.

On peut dire que la plus grande partie de la presse française émerge à l'ambassade d'Italie.

Ce ne sont qu'interviews et comptes rendus tendancieux.

Après tant d'autres Paris-Midi chante les louanges du chourineur transalpin :

« Maintenant que le Duce a fait régner l'ordre en Italie, il peut songer aux réformes sociales ».

L'ordre règne, en effet, dans le sang des hommes libres et au mépris des droits humains les plus élémentaires.

CHARITE CHRETIENNE

Tous les journaux nous ont entretenus, surtout aux approches du Nouvel An, de cette magnifique œuvre de solidarité humaine que constitue l'Armée du Salut. Des plumeaux enthousiastes autant qu'intéressés ont magnifié les refuges, les hôtels populaires d'hommes et de femmes dans lesquels les salutistes, pour une minime obole, accueillent les sans-abri.

Depuis longtemps nous avons démasqué le tam-tam publicitaire qui se cachait derrière la fausse philanthropie salutiste. Nous avons dit : Tous les actes de pseudo-charité n'ont pour but que d'attirer le public dans

l'antre où l'on vend du papier-journal, des insignes et même des livres.

Or, sait-on que dans certain hôtel populaire de femmes, on met dehors en plein hiver à cinq heures et demie du matin les malheureuses sans abri qui sont venues coucher en cet asile hospitalier ? Alors que l'on sait très bien que ces pauvres femmes ne savent où aller et qu'elles risquent les pires maladies au contact du froid, de la neige, de la boue et de la pluie.

Sait-on aussi que si, au bout d'un certain laps de temps, les femmes hospitalisées ne consentent pas à s'embarquer dans l'armée humanitaire et à arborer les insignes (qu'on leur vend) les grands dignitaires salutistes leur font entendre que c'est à prendre ou à ne plus revenir ?

Hein ! que voilà de la belle charité chrétienne ! Et que l'on aimerait donc voir ces « conditions dans lesquelles sont accomplis les actes de solidarité humaine » dévoilés par les grands journaux laudateurs des salutistes.

CE BON PUBLIC !

On se rappelle l'échange d'injures et de vérités qui se produisit à la naissance du journal de Coty entre ce nouveau journal et ses confrères.

Parmi les plus violents à l'égard de Coty se trouvait le Quotidien.

Depuis l'affaire de Pons, le rédacteur des éditoriaux de l'Ami du Peuple couvre Pierre Bertrand de boue, celui-ci répond par un mépris souverain.

Or, tandis qu'ils s'enguirlandent en public, ils se partagent les bons soins des mêmes rédacteurs.

C'est ainsi que Léon Treich, un des as de l'Ami du Peuple, collabore au Progrès Citoyen, et que le rédacteur sportif cycliste du Quotidien n'est autre que Raoul Vendrain, de l'Ami du Peuple !

Les mêmes qui s'injurient en public trinquent aux mêmes tables, avec le même argent. Et, tandis que les couillons de lecteurs prennent parti contre l'un ou l'autre des journaux, les rédacteurs de ces feuilles mènent une joyeuse ribouldingue en se payant royalement la tête du brave public, qui marche toujours aux coups de cymbales de la parade, pendant que les lutteurs se partagent la recette.

RÉPONSE A NOTRE APPEL

Notre souscription dépasse aujourd'hui les six mille francs, mais si l'on tient compte que le groupe anarchiste de Constantinople entre pour 1.000 fr. dans la souscription de cette semaine, on est bien forcé d'avouer que les amis de ce pays ralentissent leurs envois.

Ce n'est pas le moment pourtant. Si nous demandons 10.000 francs, c'est qu'ils nous sont absolument indispensables. Allons, les copains, un effort encore !

SIXIÈME LISTE

Pelardy Marcel, 5 fr.; Victor Cravello, Los Angeles (1 dollar), 25 fr.; Janier, 10 fr.; Jean Combeave et ses camarades, 11 fr. 50; En avant, 10 fr.; Blondiaux Julien, Bieère, 2 fr.; Tringaux 10 fr.; Regu de Michel Frankar en francs belges : Juillet Henri, 1 fr.; Illisble, 2 fr.; Illisble, 1 fr.; Moys Pierre, 5 fr.; Antoine Krouet, 2 fr.; Alexandre, 2 fr.; Fouvoussien, 3 fr.; A. Scott, 10 francs; Melendo Yacinto, 10 fr.; Jean Duhul, 10 francs; Fili, 5 fr.; Syndicat des ouvriers du Bâtiment de Beauville, 20 fr.; Masson Emile, 4 fr.; René Redon, 20; Siempe Delante, 5 fr.; Une sympathisante, 3 fr.; Alayde, 2 fr.; Martinez, 2 francs; Un rouge, 2 fr.; Un communiste, 2 fr.; Laos, 2 fr.; Un inconnu, 1 fr.; Un Pensativo, 2 fr.; Un Verdadero, 2 fr.; Manuel Peiro, 5 fr.; Groupe anarchiste de Constantinople : 1.000 fr.; Lefebvre Gilbert, 5 fr.; Jean Moizot, 5 fr.; Leconte Victor, 2 fr.; Devos Charles, 3 fr.; Puech Joachim, 5 fr.; Jules Presta, 20 fr.; Libertario, 5 fr.; Un anarquista, 3 fr.; Agustín, 2 fr.; Carasquer, 2 fr.; Uno, 1 fr.; El, 1 fr.; Merti, 2 fr.; Conf mat., 5 fr.

Total de cette liste : 1.210 fr. 50. Total des listes précédentes : 4.976 fr. 75. Total à ce jour : 6.226 fr. 25.

Ohé ! les voici revenus...

Ohé ! les voici revenus, Les Ignorants, les Bons Pères ! Ohé ! les voici revenus, Les doux serviteurs de Jésus !

Ohé ! les voici revenus, Les sacrés vendeurs de prières, Ohé ! les voici revenus Joyeux, triomphants et cossus.

Ohé ! les voici revenus : Citoyen, prends garde aux lumières ! Ohé ! les voici revenus Pour mettre l'éteignoir dessus !

Ohé ! les voici revenus, Pour mieux confesser les rentières, Ohé ! les voici revenus Pour s'approprier leurs écus !

Ohé ! les voici revenus, Bédoux, sacristains et notaires, Ohé ! les voici revenus, Et demain vous serez... cornus !

Ohé ! les voici revenus : Allez donc baiser leurs crinières... Ohé ! les voici revenus : Allez donc baiser leurs pieds nus !

Eugène BIZEAU.

CAMARADES DE LA REGION PARISIENNE

Retenez votre soirée du samedi 1^{er} décembre pour assister à la Fête artistique au bénéfice de votre journal « LE LIBERTAIRE ».

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

La situation en Russie l'opposition et la répression

Tout ne va pas pour le mieux dans le plus idyllique des paradis bolcheviks. Quoi qu'en rapportent les commis-voyageurs à gages, la situation économique de la Russie s'aggrave, et à l'entrée de l'hiver, elle apparaît comme particulièrement sombre. Tel est l'avis de P. Monatte qui, dans *La Révolution prolétarienne*, analyse cette situation.

Le rebondissement de la lutte entre Staline et Rykov, la reprise de la lutte contre la droite, ainsi que divers autres signes, annoncent l'explosion d'une nouvelle crise au sein du parti russe, crise évidemment provoquée par les difficultés économiques : ravitaillement des villes de plus en plus mal assuré ; réquisition du blé dans les campagnes exigeant des mesures de contrainte auxquelles les paysans répondent par la grève de l'ensemencement ; population ouvrière des villes atteinte dans son alimentation ; exportation du blé rendue impossible ; plan d'industrialisation réduit, etc. Voilà la réalité de la marche au socialisme que clament sur le mode triomphal les augures orthodoxes.

Comment faire face à cette situation ? interroge Monatte. En rejeter la responsabilité sur l'opposition, avec son mot d'ordre de lutte contre le koulak, n'est pas une solution. Et puis, ce n'est pas juste. D'abord parce que ce n'est pas l'opposition qui a appliqué son propre mot d'ordre ; chaque idée, pour être exactement appliquée, doit être par ses défenseurs et non par ses adversaires. En outre, parce que l'équilibre et l'accord entre l'ouvrier et le paysan ne pouvaient être maintenus que si l'industrie russe avait des produits à échanger contre ceux de la paysannerie. Qui donc, depuis dix ans, a poussé au développement du rythme industriel ? Qui donc s'est insurgé contre la bureaucratie d'Etat et du parti paralysant la production ? Qui donc a réclamé la démocratie ouvrière, facteur indispensable de correction des fautes commises et stimulant de l'effort organisateur et créateur ? C'est l'opposition, l'opposition ouvrière d'abord, les autres oppositions par la suite. Des années ont passé, les idées de l'opposition ont été ridiculisées, ses hommes frappés, emprisonnés, déportés en Sibérie. L'équilibre est rompu entre l'ouvrier et le paysan depuis dix longs temps ; la ville n'a pas suffisamment de produits à échanger, elle est infériorisée ; elle est mise économiquement sous la domination de la campagne ; le paysan occupe la position dominante dans l'économie de la révolution prolétarienne. Contre cette position, les mesures de contrainte, légitimes aux premiers jours de la Révolution, ne sont plus que le fruit des erreurs commises, des fautes entassées. La voie de salut était dans la démocratie ouvrière, il y a quelques années, dans la discussion franche au grand jour de tous les problèmes discutés. On a préféré le bâillon de l'optimisme et de la raison d'Etat.

Fort juste et fort bien dit ! L'étant par un oppositionalisme communiste. Ces critiques, sous une autre forme et d'un point de vue anarchiste et essentiellement révolutionnaire, voilà dix ans que nous les avons faites. Elles ont valu avant que naissent les diverses oppositions communistes, car c'est le régime bolcheviste lui-même, la mainmise du parti communiste sur la Révolution qui les légitimait. Nous les avons toujours formulées sans relâche. Elles valent encore et nous continuons de les formuler.

Force nous est bien de constater, cependant, parce que c'est la vérité, que nous trouvions alors devant nous, pour nous contredire et nous combattre, les oppositionnels d'aujourd'hui, naguère orthodoxes au même titre que ceux qui le sont encore. Et précisons même, à propos de l'opposition ouvrière que Monatte place très justement la première des différentes oppositions qui se sont succédées, que c'est ici, au *Libertaire*, que nous avons fait connaître au public révolutionnaire français l'existence d'une opposition ouvrière en Russie, en soulignant tout ce qu'avait de symptomatique cette dénomination au pays de la révolution prolétarienne. Et cela dans le moment où Monatte, Rosmer et leurs amis donnaient ou allaient donner leur adhésion au parti communiste et contribuer ainsi, pour une bonne part, à la décadence du mouvement ouvrier et syndical français livré pieds et poings liés à la sujétion du bolchevisme.

Ne nous attardons point sur cette précision qui appartient au passé et que nous n'avons faite que pour aider à la solution des problèmes du présent. Dans le même article, Monatte demande, en effet, ce qu'attend le gouvernement russe pour fixer à Trotsky un lieu d'exil moins mortel qu'Alma-Ata où, atteint de la malaria, dans l'incapacité absolue de recevoir les soins que nécessite son état, il est voué à une mort quasi certaine.

Nous avons eu l'occasion (1), à propos justement de l'exil de Trotsky, de placer la revue *La Lutte de classe* en face de ses responsabilités et du problème tout entier de la répression en Russie. Sans vouloir renouveler la même démonstration, marquons notre étonnement que Monatte et *La Révolution prolétarienne* protestent seulement contre la situation faite à Trotsky et se taisent sur l'ignominie de la répression qui frappe non seulement les communistes d'opposition mais encore tous les autres révolutionnaires non bolchevistes. Ne pas lier le sort de tous les révolutionnaires victimes de la vindicte répressive en Russie, c'est une faute envers ses propres amis ! S'indigner pour les uns et ignorer les autres, c'est un crime envers la solidarité révolutionnaire que nous aimerions ne pas avoir été les seuls, anarchistes, à ne point commettre !

Encore l'unité et la synthèse anarchistes

L'étude que nous avons faite précédemment de l'unité anarchiste et de la synthèse anarchiste (2), après la lettre personnelle de Sébastien Faure que nous avons publiée en son temps (3) avec notre réponse, nous vaut aujourd'hui dans *La Voie libertaire* une longue réfutation... qui ne réfute rien du tout.

D'abord, cette réfutation base son argumentation sur une erreur de fait qui ne fait

guère honneur à la psychologie de son auteur : elle attribue à Loréal la paternité des articles de cette rubrique publiés sous la signature du Liseur. Pauvre Loréal, qui écope pour le Liseur, avec lequel, pourtant, il n'a rien de commun !

Ensuite cette... réfutation, réfute... en plus de trois colonnes de texte, une phrase... de quatre lignes, extraite d'un article d'une bonne colonne et demie. C'est une méthode que nous ne prisonniers guère. En tout cas, ce n'est point en l'employant que l'on pourra « discuter sérieusement et loyalement », comme s'y déclare prête *La Voie libertaire*. Nous y sommes prêts également.

Pour y aider, rappelons que l'essentiel de notre thèse se résumait en ceci : La scission dans l'U.A.C.R. s'est produite au congrès de Paris à la suite de l'adoption par la majorité, de statuts contre lesquels s'élevait la minorité. Ces statuts, cause avouée de scission, ont été annulés par le congrès d'Amiens qui, supprimant ainsi la cause de la scission, permettait le retour des dissidents à l'U.A.C.R. en leur donnant entière satisfaction.

Etait-ce clair, net et précis ? Nous le croyons. N'empêche que *La Voie libertaire* n'en souffle mot. Et c'est de cela qu'il fallait discuter. Pas d'autre chose. De plus, ce n'était pas là déformer une thèse. Déformer une thèse, c'est dire, ayant quitté une organisation parce qu'elle élabore des statuts qu'on n'accepte pas et ne la réintégrant point ces statuts abolis : « Pardon ! Vous voulez l'unité. Nous n'avons rien à faire ensemble ; nous voulons réaliser la synthèse. »

Et poser le problème de l'unité en barbouillant celle-ci de synthèse, ce n'est plus le placer sur le même plan qu'au congrès de Paris. Ce n'est pas clarifier le débat. C'est l'obscurcir, le situer en plein confusionnisme. Nous ne dénonçons à quiconque le droit d'être partisan de la synthèse. Nous disons, sans insinuation, que cette synthèse, dont il ne fut nullement question au congrès de Paris et venue après coup, est un prétexte mis en œuvre pour empêcher le ralliement à l'U.A.C.R. de ceux qui l'avaient désertée.

C'est ainsi que se présente le premier aspect du problème de l'unité anarchiste. Discutons-en, d'abord. Nous verrons, ensuite, à discuter de la synthèse, si elle offre encore quelque intérêt et si des tâches plus importantes ne sollicitent point notre attention.

LE LISEUR.

SOMMAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

Au dernier numéro de *Germinal*, un article de Georges Bastien sur la collaboration des classes, intitulé très justement : « Une dangereuse fumisterie ».

— Après une remarquable série d'articles signés Lux, sur *L'Ami du Peuple*, ceux qui le financent et les valets de plume qui le rédigent, *La Révolution ouvrier*, organe des syndicats de la région de l'Est, — l'un des mieux conçus dans la presse du genre — publie, du même auteur, une étude à suivre, d'un grand intérêt, sur Travail et Capital.

— *Le Combat syndicaliste*, organe de la C.G.T., S.R., consacre la première page de son numéro d'octobre, aux victimes de la répression. Trois articles sur l'affaire Vial, sans oublier les cas de nos camarades Goumoulon et René Martin.

— Dans le numéro de cette semaine du *Professionnel des P.T.T.*, comptes rendus des Conseils nationaux de la Fédération postale et du Syndicat des agents des P.T.T.

— Elections générales en Suisse. Aussi bien nos camarades de Genève ont-ils entièrement consacré un numéro de leur *Revue anarchiste* à l'antiparlémarisme. A lire, méditer et conserver. Nombreux arguments à utiliser en période électorale.

— Au sommaire de la livraison du 15 octobre de *La Révolution prolétarienne* à signaler une étude approfondie, par un groupe de syndicalistes, sur la rationalisation, surexploitation de l'ouvrier.

Nous avons reçu :

L'Animateur rationaliste, organe du groupe d'éducation philosophique Littré.

La Mère éducatrice, organe du Foyer de la Mère éducatrice ; secrétaire de la rédaction, Madeleine Vernet.

Sur le chemin du fascisme

LE REDRESSEMENT FRANÇAIS

Les industriels et financiers italiens profitant des inimitiés ouvrières surent habilement, avec l'aide de Mussolini, imposer aux prolétaires leur dictature et sous prétexte d'ordre social, assoier solidement leur domination ; Primo de Rivera avec les mêmes méthodes profita de l'idée pour s'imposer en Espagne et en Russie soviétique les bolchevistes usent de méthodes de répression, envers ceux qui ne pensent pas comme eux, au nom de la dictature prolétarienne. En France, les difficultés d'imposer une dictature du même genre étaient plus grandes à cause justement d'un certain individualisme rebelle à tout ce qui est idée imposée par la force, et du développement chez nous de l'esprit critique.

Oh ! Georges Valois essaya bien de mobiliser quelques centaines de jeunes gens, qu'il avait affublés de chemises plus ou moins bleues, il les lança même à l'assaut des bureaux de ses anciens amis d'Action Française, mais le mouvement ne prit pas de l'ampleur, justement peut-être à cause de cette violence de comédie et de cette pâle copie de la manière mussolinienne. Seulement, les industriels et techniciens — c'est le grand mot du Redressement français — eurent vite compris qu'ils ne pourraient réussir que lorsqu'ils auraient su adapter à la mentalité petite bourgeoisie française, individualiste et raisonneuse, une méthode de dictature qui soit habilement dissimulée, et c'est de cela, qu'est née l'idée du Redressement français.

M. Lucien Romier, à qui personne ne peut contester la faculté d'intelligence, s'est fait le propagandiste du Redressement et sa conception subtile et adroite,

coupée d'anecdotes plaisantes, ne nous aurait pas permis de bien saisir les méthodes préconisées, si une brochure intitulée *Organisation et réformes* n'avait été distribuée aux auditeurs.

M. Romier fait actuellement dans le Midi de la France une tournée de propagande destinée à procurer des adhérents à la Ligue, je le prie seulement de dire à un nommé Souchon de se taire, car, présenté comme écrivain combattant, l'on peut croire en l'entendant qu'il a été combattant — c'est à la portée de la première brute venue — mais l'on se demande avec terreur ce qu'il peut bien écrire et comment il doit écrire, s'il le fait aussi mal qu'il parle. Nous laisserons donc de côté les paroles qu'il prononça avant l'exposé de M. Romier.

Les partisans du redressement français ont remarqué que devant le développement du progrès industriel et la rapidité des moyens de transport, l'individu devenait de plus en plus dépendant de la collectivité et qu'il fallait susciter pour guérir le malaise social des cadres nouveaux d'organisation, les anciens ne correspondant plus aux méthodes modernes ; que ces cadres nouveaux d'organisation économique, que nous, révolutionnaires, nous trouvions dans le syndicalisme, ne pouvaient se trouver que dans une certaine élite composée d'intellectuels, de techniciens et d'ingénieurs dont les différents rouages devaient guérir, en s'assemblant, le malaise social dont nous souffrions tous.

Pour réaliser ce projet, le Redressement français propose, primo : l'abolition des *lites religieuses*. Cela dévoile bien déjà qu'il a fourni l'argent nécessaire à la formation des premières filiales et du centre parisien ; certes, partisan de la liberté, nous voudrions que chacun fût libre d'avoir les idées qu'il lui plairait sur les problèmes de l'être et de la destinée, seulement, nous voudrions qu'il y eût républicain pour nos idées, et si nous pouvons avoir oublié Giordano Bruno, Jean Huss et Galilée, nous savons de bonne source qu'en Vendée l'on persécute l'institution laïque et que notre ami René Martin est en prison aux frais d'un charitable évêque.

Secundo : *Restauration du principe d'autorité dans l'Etat*, alors que ce principe d'autorité est cause partout, où il se rencontre de tous les maux sociaux.

Tertio : *Restituer sans hésiter à l'initiative privée les entreprises industrielles et techniques de l'Etat*. Cette revendication est très facile à comprendre de la part d'une association composée d'industriels et d'usiniens dont les bénéfices seraient croissant en raison directe des entreprises qui leurs seraient abandonnées en partage.

Quarto : *Le rendement de la main-d'œuvre*. Cette question est écrite en gros caractères et l'on a soin de nous avertir que cela domine tout le problème du relèvement social ; c'est en effet la question la plus importante pour les producteurs et aujourd'hui tout industriel quel qu'il soit est obligé devant la concurrence intérieure et extérieure de faire produire le plus possible et au plus bas prix les objets manufacturés de son usine. Or, pour amorcer cette politique de surproduction à outrance, il fallait qu'un mirage masquât le véritable intérêt de la question, et pour cela furent créées les primes offertes généralement au surplus de la production, des allocations aux familles nombreuses afin d'avoir un personnel abondant pour l'avenir ; des maisons ouvrières dont le terrain appartient au patron, de sorte qu'à la moindre discordance entre l'employeur et l'employé ce dernier est expulsé légalement comme ne faisant plus partie du personnel (manière Michelin, etc.).

Enfin, le Redressement français demande pour couronner le tout, une *forte armature militaire*, oubliant que l'entretien des armées permanentes coûte des sommes folles aux gouvernements ; ces dépenses militaires sont d'ailleurs un démenti aux méthodes économiques de relèvement financier qu'il préconise.

Voilà, *grosso modo*, le plan et les méthodes du Redressement français, qui sont comme le reflet de l'image exacte de la mentalité petite bourgeoisie française. Assez réaliste et intelligente pour s'apercevoir que le malaise actuel ne peut continuer, que la répartition des richesses est un défi au bon sens et à la justice sociale puisque les uns ont tout et les autres rien, que d'autre part l'instinct de révolte poussera tôt ou tard les esclaves à s'emparer par la force de ce qui leur manque, la bourgeoisie, au lieu de risquer un autre 89, insinuer dans l'esprit des foules des méthodes dont le but tournerait à son avantage et qui lui permettrait de conserver les bénéfices de l'exploitation dont elle jouit actuellement.

Pour nous, un seul devoir nous est dicté devant les tentatives de fascisme qu'elles qu'elles soient : nous unir dans de puissants syndicats et les influencer dans des sens révolutionnaires ; collaborer dans des formes coopératives, éduquer la jeunesse afin de pouvoir décréter dans un avenir prochain la formule toujours vraie de la véritable justice sociale : *qui produit, doit manger !*

RENE GHISLAIN.

Nos Conférences

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements
Vendredi 16 novembre
A 21 heures, 111, rue du Château (14^e)
HISTORIQUE DU MOUVEMENT MAKNOVISTE
par Pierre Odéon
Participation aux frais : 1 franc.

Samedi 24 novembre
A 21 h., Maison des Syndicats
163, bd de l'Hôpital
L'ECOLE UNIQUE
par G. Grelot
des « Compagnons de l'Université Nouvelle »

GRUPPE DU 15^e ARRONDISSEMENT
Vendredi 9 novembre, à 20 h. 30
111, rue du Château (14^e)
Causerie Conférence
sur : THERMIDOR RUSSE
par N. Lazarévitch
Invitation cordiale à tous.

A TRAVERS LE MONDE

BULGARIE

Dix ans de règne

Le 4 octobre 1918 Boris III fut proclamé roi à la place de son père, le vieux Cobourg Ferdinand, qui avait pris la fuite devant les soldats révoltés.

Il y a donc dix ans que Boris III règne. Il a bien, au cours de cette décennie, mérité le surnom qui lui restera pour l'Histoire : Boris III, le tueur de Bulgares.

Son avènement même fut marqué par les fusillades de soldats sur l'ordre des généraux bulgares collectionneurs de défaites.

Dès le début, Boris fut l'homme de la camarilla militaire et du « Comité macédonien ». Par principe, c'est sur les forces obscures de la réaction qu'il s'appuya, suivant l'exemple et aussi les conseils de son père qui ne cesse de l'influencer de l'exil. Il dut subir le gouvernement des paysans, tant la poussée populaire était forte. Mais il fut le complice du coup d'Etat fasciste qui le débarrassa des agrariens et on peut être certain que nul ne fut plus heureux que lui du meurtre de Stambolisky et de Daskaloff, tués par les Macédoniens fascistes.

Responsable du coup d'Etat, il est responsable aussi de la « Terreur blanche » qui, du 9 juin 1923 jusqu'à ces derniers jours, n'a pas eu en Bulgarie un instant de relâche. Les 25.000 Bulgares, hommes, femmes et enfants, qui ont été mis à mort, la plupart par de simples assassins sous les ministères Tsankoff et Liaptcheff, pourraient se lever de leurs tombes pour accuser le roi sanglant.

En tout cas, les 1.000 prisonniers politiques, les 3.000 émigrés qui souffrent à l'étranger le maudissent d'une seule voix.

Toutes les horreurs, toutes les monstruosités de la Terreur blanche, à commencer par la loi de défense de l'Etat ont été voulues ou approuvées par lui.

Il fut, il est le haut protecteur des sicaires et des assassins. Et tout dernièrement quand Bouroff, ministre des Affaires étrangères, après la démarche franco-anglaise réclama « le départ » du général Volkoff, ministre de la Guerre, compromis par ses liaisons avec le chef des tuteurs macédoniens, Ivan Mikhailoff, ce fut Boris qui opposa son veto.

On sait les résultats de la politique fasciste dont par cette démarche Boris vient d'imposer la continuation intégrale : la Bulgarie est ruinée. De 1923 à 1928, le budget a doublé, passant de 4 à 8 milliards. Un tiers de ce budget est affecté à la guerre et à la police. L'index de la vie de 100 en 1914 est monté à 3.800, les salaires ne s'élevant que de 100 à 1.200.

La misère est affreuse. Le chômage est continu. Par milliers les fonctionnaires ont été licenciés. On meurt de faim. Les suicides ont passé de 100 à 1.400. Le brigandage s'est aggravé d'une façon terrible. Les richesses du pays, forêts, productions agricoles sont vendues à l'étranger.

La Bulgarie descend de plus en plus vers l'abîme.

Telles sont les constatations qu'en guise de compliments pour le 10^e anniversaire on peut adresser au roi, non des Bulgares, mais des bourreaux fascistes de la Bulgarie.

ITALIE

Des faits

Le Camarade Mironcelli, condamné pour les faits d'Empoli, est mort en prison fin de 1927.

Le Camarade Sborsi, d'Empoli, est décédé en septembre 1927, à la prison de Sassari.

Le Camarade Poli, d'Empoli, s'est éteint en mars 1928, à l'infirmerie de la maison pénitentiaire de Pianosca.

Le Camarade Targioni, de *Cesto Fiorentino*, arrêté au début de 1927, déporté à Florence et durement torturé, est devenu fou. A sa sortie de l'asile, on n'a pu que lui arracher ce seul mot : « Maman ». Et on nous assure qu'il ne pourra vivre plus de quelques mois.

Paul Betti, torturé en dépit de son mauvais état de santé, et condamné par le tribunal spécial, à 12 ans de réclusion, vient d'entrer en cellule pour y subir sa peine.

Sa femme Lea, également emprisonnée depuis une année se trouve dans un état de santé alarmant.

Leur fille aînée Luce vient, par suite de privations, de mourir de la tuberculose.

Leur plus jeune enfant, Anna, que sa mère avait gardée auprès d'elle en prison, vient de lui être arrachée pour être confiée aux bons soins des religieuses.

C'est ainsi que Mussolini prend soin de la famille de laquelle, dit-il, il veut faire la base de la nation italienne.

Mais c'est de la famille religieuse, bigote, patriote, soumise, de la famille à laquelle le pape accorde sa bénédiction qu'il veut sans doute parler.

Par contre les familles de révoltés doivent, selon la loi fasciste, être exterminées, totalement.

Des cris de douleur nous parviennent aussi de toutes les géolés et de tous les bagnes italiens.

Soumise à un régime d'enfer, la jeunesse ouvrière, l'élite intellectuelle antifasciste se meurt lentement d'inanition dans des cellules sans air.

Terracini, Gramsci, Zaniboni, Lucetti, Capello, sont tous dans un état alarmant.

Mussolini n'ayant pu leur faire subir le sort de Della Magiore, entend bien s'en débarrasser autrement.

Mais la conscience des hommes de cœur de partout se révoltera.

Par-dessus les frontières, elle clamera son indignation au duc et à ses sicaires, elle leur criera sans démagogie, mais avec fermeté, que les crimes dénoncés par elle, attireront fatalement une juste vengeance sur la tête de leurs auteurs.

Et un jour, sans doute prochain, nous verrons sans déplaisir la tête de quelque tyran italien succéder, au bout de la pique, à celle de la peu sympathique princesse de Lamballe.

ROUMANIE

Au procès de Cluj : Mœurs balkaniques

A tort ou à raison, on a l'habitude, en Occident, d'employer le mot « balkanique » dans un sens péjoratif. Malheureusement, ceux qui font la pluie et le beau temps dans les pays de la péninsule ont agi de leur mieux pour que ce sens du mot « balkanique » soit pleinement justifié. Nous en avons un nouvel exemple tragique.

Le monstrueux procès de Cluj, où, devant le conseil de guerre, ont été envoyés 114 accusés d'un complot imaginaire, a profondément indigné l'opinion publique.

Des avocats de tous les partis politiques se sont spontanément offerts pour défendre les accusés devant le conseil de guerre et pour tenter d'arracher ses victimes à la Sigouranza.

Ce fut de la part de ces avocats un très beau geste, car originaires de Bucarest, d'Oradita-Mare ou de Temesvar où ils avaient leur cabinet, ils ont quitté leurs affaires pour des semaines en se rendant à Cluj. Ils y ont disputé au procureur militaire le terrain pas à pas, l'accusation tenant à obéir aux indications de la Sigouranza de façon parfaite.

Le gouvernement se montra très ému de ces marques de sympathie des avocats de partout, en faveur des accusés. Sa presse s'est employée aussitôt à obtenir à tout prix la retraite des avocats. La tâche n'était pas très difficile. La plupart des avocats, les plus en vue, qui se sont offerts pour prendre la défense des accusés, tels MM. Dobresco, président des unions des avocats ; Ionitzesco, député, etc., sont membres du parti national-paysan. L'« Universul » et le « Vittorul », les deux officieux du gouvernement, ont accusé ouvertement le parti national-paysan de complicité avec les « conspirateurs » et ont déclaré en trouver la preuve dans le fait que les avocats les plus en vue de ce parti prenaient la défense des accusés.

Les leaders du parti national-paysan n'ont jamais montré un très grand courage d'opinion. Aussi ont-ils donné aussitôt l'ordre à leurs adhérents de se retirer du banc de la défense.

Le succès du gouvernement a été complet. Les avocats appartenant à ce parti ont quitté, aussitôt et malgré eux, la défense. Le conseil de guerre de Cluj a vu ainsi sa triste tâche considérablement simplifiée. Les illégalités, les dénis de justice qui se heurtaient auparavant à la résistance acharnée de la part d'une pléiade de juristes, passent maintenant plus facilement. Les courageux défenseurs qui ont décidé de rester quand même, sont trop peu nombreux pour pouvoir suivre les débats et combattre dans un procès d'une telle envergure.

Il est probable qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, le verdict est prononcé. Le parti national-paysan en portera une large responsabilité.

YOUGOSLAVIE

La répression quotidienne

Le 4 octobre, des éditions spéciales de journaux croates ont paru à Zagreb annonçant que M^r Henry Torres avait accepté la défense de la mémoire de Stéphan Raditch.

Une édition spéciale du journal « Dom », organe central du parti paysan-croate, a publié une lettre de Mme Raditch à M^r Torres, mais la plus grande partie de cette lettre a été censurée.

Le 3 octobre, a été arrêté Avdi Demir, le maire de la commune de Tourlané, auprès de Guilyané (Macédoine), ainsi que trois paysans du même village. Ils sont accusés de connivence avec des « katcha's » (comitatdjis albanais).

A Sinj et à Trilj (Dalmatie) devaient avoir lieu, le 1^{er} octobre, des meetings de la coalition paysanne-démocrate, avec la participation des députés Gritchich, Dr Grignone et Bartulovitch. Environ 6.000 participants, pour la plupart des paysans, ont été dispersés par la gendarmerie et les meetings ont été interdits.

Le député et leader du parti paysan serbe, M. Yotza Yovanovitch, a remis le 5 octobre une protestation au ministre de l'Intérieur, contre la terreur exercée envers les paysans par les préfets d'arrondissement de Bielyina, Derventa et Téchanj (Bosnie). Les paysans, opposés aux radicaux, y sont continuellement et terriblement maltraités et battus.

Jeu cruel et stupide

Nous annonçons dans un précédent numéro que René Martin, maintenant arbitrairement en prison pour contrainte par corps, de par la volonté « miséricordieuse » de l'évêque de Szeg, avait été mis au régime politique.

Nous en avons d'ailleurs reçu la confirmation officielle.

Or, nous apprenons que dans l'application dudit régime notre ami est en butte aux incédies tracasseries de l'administration pénitentiaire de la prison de Brest.

C'est ainsi que, seules, les visites de sa compagne lui sont autorisées. La lecture des livres et journaux lui est en outre interdite.

Cherche-t-on par ce moyen à accentuer l'état de dépression morale et physique dans lequel se trouve René Martin, tuberculeux et par suite d'une santé délicate ?

Nous sommes sûrs que tous les hommes de cœur seront à nos côtés pour protester contre de pareilles méthodes et exiger, en attendant la mise en liberté de notre courageux camarade, que le régime déjà injuste auquel il est soumis lui soit appliqué avec tous les droits qu'il comporte.

(1) Voir *Le Libertaire* du 5-10-1928, n^o 172.

(2) Voir *Le Libertaire* du 12-10-1928, n^o 173.

(3) Voir *Le Libertaire* du 26-10-1928, n^o 175.

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

SEANCES DU 20 OCTOBRE
ET DU 5 NOVEMBRE

Ces deux séances furent presque entièrement consacrées à la lecture d'une correspondance nombreuse et variée de province. Certaines lettres traitaient de la presse anarchiste de province ; d'autres de notre campagne contre les expulsions administratives, et à ce sujet des demandes d'ortateurs nous étaient faites ; d'autres lettres s'intéressaient à la tournée de propagande projetée par nous.

Il a été, ou il sera répondu particulièrement à chacune des lettres en question.

Le Comité de Défense du Droit d'Asile et l'Union Anarchiste tiennent à la disposition des groupements, qui voudront organiser — dans leurs coins — des meetings contre les expulsions, une affiche double colombier, qui leur sera laissée au prix de revient.

COMPTE RENDU FINANCIER DU LIBERTAIRE

Octobre 1928

Recettes

Abonnements et réabonnements	1.475 50
Deposits	2.968 40
Souscriptions	2.062 10
Divers	21 60
Total	6.517 60
Dépenses	
Imprimerie	9.253 80
Expédition, routage	861 40
Salaire administratif	1.000 —
Reliquat de salaire (Eve)	352 50
Chèque touché par erreur en mai	478 75
Divers, correspondance, etc.	600 85
Total	12.456 30
Déficit	5.938 70
Déficit antérieur	931 —
Déficit actuel	6.869 70

N. B. — Il n'est pas tenu compte de la souscription exceptionnelle dont la répartition n'est pas faite.

L'Administrateur : N. FAUCIER.

PARIS-BANLIEUE

Région Parisienne : La Fédération Paris-Banlieue d'accord avec le Comité du Droit d'Asile va entreprendre, dans la région, une série de réunions, meetings, manifestations pour protester contre les expulsions administratives et pour obtenir le respect du droit d'asile.

Devant les dangers qui menacent chaque jour nos camarades espagnols, italiens, polonais, hongrois, etc., tous les militants qui, l'année dernière, participèrent à la campagne Sacco-Vanzetti viennent nous apporter leur aide et participer à notre effort.

Une assemblée générale des militants de la Région Parisienne, aura lieu la semaine prochaine, où seront envisagés les divers moyens de mener à bien cette agitation.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements. — Permanence tous les mardis soirs, à 20 h. 30, 10, rue de l'Arbalète (5^e).

Groupe du 45^e arrondissement. — Vendredi 9 novembre, à 20 h. 30, 111, rue du Château (14^e).

Groupe du 20^e. — Réunion le jeudi 8 novembre, à 20 h. 30, rue de Sambre-et-Meuse.

Groupe de Livry-Gargan. — Le groupe ayant l'intention de faire un meeting pour Vial sous l'égide du comité de défense sociale, fait appel à tous ceux que le sujet intéresse pour qu'ils assistent à la réunion du samedi 10 novembre.

TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT VITE ET MAL

LORSQUE NOUS SERONS LA CENTIEME

Après Vincennes, les Champs-Élysées, avec cette différence que cette fois, il n'y a ni blessés, ni morts.

Le bâtiment de la rue Quentin-Bauchard devait abriter un théâtre, dont le propriétaire est Louis Verneuil, l'incorruptible fabricant de pièces de comédie en séries, pièces plus ou moins bien écrites, de cette prose égrillarde et grovaise qui caractérise le jouisseur et non le psychologue.

La construction était arrivée sans encombre au quatrième étage quand, tout à coup, crac !... Boum ! Descendez, l'un vous demande.

Si le ridicule luit encore en France et Navarre, nul doute que les architectes, les entrepreneurs, fournisseurs de matériaux, ne devaient plus être du monde.

A entendre ces gens bien pensants et pansus, à la digestion facile et à la main bien tendue pour ramasser ou plutôt ratisser la galette, il n'y avait rien qui clochait.

Matériaux, matériel, personnel de 1^{er} choix, en conséquence, il ne doit pas y avoir de responsables et, architectes, entrepreneurs, comme Ponce-Pilate, se lavent les mains, rejetant les causes de l'effondrement sur la Fatalité.

Cette dernière a certainement les épaules plus solides que l'armature qui constituait la construction, car en effet, la Fatalité en de telles circonstances, supporte toujours le poids immense des responsabilités.

Nous avons pu nous approcher bien près de l'immeuble soi-disant détruit par cette infâme Fatalité.

Les constatations que nous avons faites sont tout autres que celles annoncées par interview dans la presse bien arrosée et stylée.

L'assommoir imparfait, insuffisance de chapeau et d'acrotchage sur la façade en pierre, mauvaise qualité du mortier et décastrage bâtif.

Voilà les facteurs qui ont contribué à l'écroulement. Surtout, qu'on ne vienne pas nous conter des histoires à dormir debout ou à faire tomber un éléphant en cataleptique, nous connaissons les responsables et nous sommes aussi qualifiés que ces « messieurs officiels et complets » pour conclure en toute franchise et loyauté.

Maintenant, pour éviter le retour de pareils accidents, il faut que les gars surveillent eux-mêmes leur travail, qu'ils passent trois heures pour l'exécuter, s'il le faut, mais qu'ils le fassent bien.

Ils éviteront, ainsi l'écroulement, l'espèce de suspension qui pèse sur eux, au moment des responsabilités.

à 21 heures, chez Coulon, 11, rue de Paris (à côté de la Mairie).

Groupe intercommunal : Vincennes-Saint-Mandé-Montreuil-Fontenay. — Réunion le vendredi 9 novembre, à 8 h. 30, salle de la Coopérative, 11, rue des Lathiers, à Vincennes.

Après la réunion extraordinaire du 2 novembre, à Montreuil où les camarades de cette localité, ne voyant aucun inconvénient à continuer de se réunir à Vincennes, s'opposèrent à la formation d'un autre groupe, est-il audacieux de compter pour cette réunion, sur la présence de tous, et de penser que dans un groupe libérateur, il ne doit pas y avoir de figurant ? Alors, les copains ne laissons pas toujours les mêmes faire tout le travail ce n'est pas au moment où l'on entreprend une propagande de grande envergure qu'il faut faiblir à la tâche.

Soyons donc tous à cette réunion, où nous aurons à envisager l'organisation des meetings Vial et la campagne contre les expulsions administratives.

Groupe de Saint-Denis. — Réunion vendredi 9 novembre, à 20 h. 30, local habituel.

PROVINCE

Toulouse. — Résultat de la souscription ouverte en faveur des 6 enfants du camarade Aguilard, de Lavelanet, inculpé dans le « complot dit de Narbonne » et expulsé.

Albano, 10 fr.; Polcarpio, 5 fr.; Aurelio, 5 fr.; Guilford, 10 fr.; T. del Ollus, 1 fr.; R. Bau, 1 fr.; Sessé, 2 fr.; Enrie Tourville, 2 fr.; Compendo, 2 fr.; Un hermanis, 5 fr.; Un companero, 2 fr.; J. Navarro, 2 fr.; Callipi Juan, 1 fr.; J. Berta, 2 fr.; Ros, 2 fr.; Diabolo, 3 fr.; Palicio, 0 fr. 25; Martinez, 2 fr.; Julia, 5 fr.; Molins, 5 fr.; Cazou, 2 fr.; Suarez, 2 fr. 50; Uno, 2 fr.; Otro, 2 fr.; C. Coo, 1 fr.; X., 1 fr.; V. M., 10 fr.; B. C., 5 fr.; Franco, 1 fr.; Miguel, 1 fr.; Augueloso, 2 fr.; Una, 1 fr. 50; Jules Ramon, 5 fr.; Mano America, 5 fr.; Un communiste, 2 fr.; Georges, 5 fr.; Jyguordo, 2 francs; Un camarade, 10 fr.; Tricheux M., 5 fr.; Tricheux A., 5 fr.; V. Nan, 2 fr.; Groupe de Toulouse, 20 fr. Total : 166 fr. 55.

Groupe d'Etudes Sociales d'Angers. — Le groupe se réunira en accord avec celui de Lezay le dimanche 11 novembre, à 10 heures, Salle de la Maréchère, pour envisager la réunion contre les expulsions administratives et régler les détails pour la réussite. D'autre part, l'agitation à faire dans nos centres, la préparation de nouvelles réunions ou tournées nous obligent à nous réunir. Enfin, il faut constituer définitivement notre fédération de l'Ouest.

Le groupe se réunira également mardi 13 novembre au lieu habituel, Bourse du Travail.

Une causerie sera faite par le camarade de la région de la Maréchère, pour envisager la réunion contre les expulsions administratives et régler les détails pour la réussite. D'autre part, l'agitation à faire dans nos centres, la préparation de nouvelles réunions ou tournées nous obligent à nous réunir. Enfin, il faut constituer définitivement notre fédération de l'Ouest.

Le groupe se réunira également mardi 13 novembre au lieu habituel, Bourse du Travail.

Une causerie sera faite par le camarade de la région de la Maréchère, pour envisager la réunion contre les expulsions administratives et régler les détails pour la réussite. D'autre part, l'agitation à faire dans nos centres, la préparation de nouvelles réunions ou tournées nous obligent à nous réunir. Enfin, il faut constituer définitivement notre fédération de l'Ouest.

Que les copains viennent tous et amènent des sympathisants, les lecteurs du « Flambeau » et du « Libertaire » sont cordialement invités.

Cannes-Nice. — Les camarades anarchistes de la région de Cannes, Juan-les-Pins, Antibes et Nice, désireux de passer à l'action et de s'organiser fédérativement sont priés de se mettre en rapport avec le camarade G. Michaud, membre de l'U.A.C.R., 37, rue Grande, à Cannes.

Groupe de Lille. — Les anarchistes sérieux, de toutes tendances et des sympathisants sont priés d'assister à la réunion du samedi 17 novembre, à 19 h. 30, 112, rue Wazemmes. Ordre du jour important.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

« Le Libertaire » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

LOUCHEUR-CONSTRUCTION-AGIOTAGE

Nouveau Panama en perspective

Laissons le névropathie Sarraut et le corsico Chiappe enquêter sur les responsabilités de la catastrophe de Vincennes. Laissons la pègre orthodoxe bouffer du social-traiter et de l'auto-nisme, valet de gouvernement ? (C'est une nouvelle formule de ces gens).

Laissons la Radicanaille aux chaussses des immenses cures ou moines etc... passons.

Nous avons remarqué, ces temps derniers, la forme interrogative que prenait la Presse dite d'opinion, en y comprenant bien entendu, la Presse bourgeoise, et trop bien pensante, à base radicale, au sujet de la loi Loucheur.

Cette Presse à tout faire, hors le bien de l'ouvrier, a cru prudent de s'emparer des meilleurs arguments que nous avons développés ici et ailleurs, pour essayer de délier la langue à Loucheur.

C'est son droit à cette presse de larbins à gages de jardiner ainsi le voisin, mais cela ne fera pas délier davantage les lèvres du ministre député.

Comptons peu, comptons bien. Le plâtre, ce bon plâtre, comme disait Martin Nadaud, qui valait avant la guerre de 30 à 40 francs par tonne, est vendu aujourd'hui plus de 200.

Le prix du ciment a suivi la même ascension.

Les fers, la pierre, le bois, ont subi une hausse insensée qui nous autorise à croire qu'elle va continuer, c'est malheureusement vrai.

Loucheur des régions aplaties, s'y connaît en matière de constructions, nous l'avons vu pour les immeubles de la rue d'Aguesseau, il est va guement philanthrope, il le peut, il est assez riche, aussi dans sa loi, a-t-il une réserve marquée pour les pauvres et les familles nombreuses.

Admettons une famille de cinq personnes. Il faut pour être logé d'une façon décente à cette famille, au moins 5 pièces. Loucheur-Oir, avancera 7.500 francs pour construire l'habitation rêvée.

7.500 francs. Construire quoi avec une telle somme, sinon une cabanne à lapin ? Ironie du sort.

Loucheur-Loi a sans doute trouvé une formule qui conciliera sans doute tout le monde, il fera construire en séries des habitations en carton comprimé ou en vtro, bien pensante, une réserve ainsi sauvegardée, mais la solidité ne sera pas assurée, elle.

Il en sera réduit à construire des bâtiments immenses qui, par la forme et leurs dimensions

ressembleront plutôt à des casernes ou des prisons qu'à des habitations à bon marché. L'on y entassera des centaines de familles. Ça sera bien bon pour les prolots.

Evidemment Loucheur, la bouche en cul de poule, va répondre que pour une somme si modique, l'on ne pourra pas construire des palais.

Nous ne nous faisons pas d'illusions, nous vivons une époque de rapine et de vol.

Les rastas sont les maîtres du marché, ils accaparent, agiotent et trustent au nez, à la barbe d'un Loucheur ou d'un Chéron, mottes de beurre, pommes de terre et ventres à la mode de Cachin.

Le Gouvernement sait fort bien — Poincaroff régnante — qu'à l'heure actuelle il se fait des tractations honteuses, l'agiotage et la libriste commencent à se mettre en branle, des marchés sont passés à l'étranger pour accaparer matériaux et chair humaine, le tout à l'inslar de Vincennes.

Tout le monde se tait, personne ne dit mot, les marchés se font dans des antres de sorciers ou dans des cavernes ressemblant à celle d'Alibaba.

Ne cherchons pas à comprendre, d'ici peu de mois la camelote aura encore augmenté de prix, elle sera accaparee (vendue à l'avance), prix, elle sera accaparee (vendue à l'avance), le tour sera joué pour l'entrepreneur honnête, en admettant qu'il s'en trouve encore un en 1930.

Qu'on sache en haut lieu que nous sommes de ceux qui ne nous taisons pas. D'ailleurs, nous reviendrons à la charge.

La 13^e Région Fédérale.

DANS LE S. U. B.

Ce soir jeudi 8 novembre, à 18 heures, réunion du Conseil général du S. U. B., salle de Commission 4^e étage, Bourse du Travail.

Permanence du dimanche 11 novembre, Bourse fermée ; 18 novembre, Charbonneau ; 25 novembre, Capelle Alexandre.

Réunion du Conseil des cimetières, le mercredi 14 novembre, à 18 heures, au siège.

Réunion des monteurs en chauffage, le vendredi 9 novembre à 18 heures, salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Réunion des Menuisiers, le mardi 13 novembre à 18 heures, salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Réunion des serruriers, le mardi 13 novembre, à 18 heures, salle de Commission, 2^e étage, Bourse du Travail.

Réunion des carreleurs faïenciers le mercredi 14 novembre, à 18 heures, salle Henri-Penault, Bourse du Travail.

Réunion des peintres, le mercredi 14 novembre, à 18 heures, au siège.

Assemblée générale du S. U. B., le jeudi 15 novembre, à 17 h. 30, salle Bondy.

Cimentiers, maçons d'art et aides. — Les cours de dessin commencent le 6 novembre, ils ont lieu tous les mardis et vendredis de chaque semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30. Tous les copains peuvent y assister.

DANS LES SYNDICATS

G. G. T. S. R.

Syndicat autonome des ouvriers coiffeurs de la Seine. — Réunion du Conseil syndical le jeudi 8 courant au siège, tous les membres doivent être présents.

Le Conseil arrivant à fin de mandat, les camarades susceptibles de poser leur candidature, sont priés d'envoyer leurs noms, le plus tôt possible au secrétaire. — Ed. Launoy.

Communications Diverses

Comité de Défense Sociale

POUR LOUIS-PAUL VIAL

La brochure, dont nous parlions la semaine dernière, est à l'impression. Elle sera parue dans huit jours.

Cette brochure de trente-six pages sera laissée au prix de revient pour permettre aux individualités et aux groupes de la faire circuler autour d'eux. La noble attitude de Vial, doit être connue de tous et l'agitation à mener pour sa libération ne doit pas se ralentir.

La brochure sera un exposé de toute la vie de notre camarade, de son enfance à nos jours, et contiendra un exposé de Diéudonné sur la situation du bagne.

Que des maintenant on nous fasse parvenir les commandes, dont nous rappelons les prix : 1 brochure, 0 fr. 50 ; 25 brochures, 10 fr. ; 50 brochures, 17 fr. 50 ; 100 brochures, 30 fr.

Nous tenons aussi à la disposition des organisateurs de meetings en province, une fort belle affiche double colombier, avec le portrait de Vial. Les organisateurs de ces meetings n'auront plus qu'à poser une bande indiquant la date, l'endroit, et le nom des orateurs.

Le prix de cette affiche est de 1 fr. pièce. Adresser les fonds au camarade G. Courtinat, trésorier, 118, boul. de la Villette, Paris. Chèque postal 100783, Paris (10^e).

Groupe Espérantiste Anarchiste de Paris. — Camarades, prenez bonne note que le cours par correspondance a lieu toute l'année. Ecrire à Gaston Louis, 92, rue Rochechouart (9^e).

Libre Pensée-Action sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 10 octobre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (métro Crimée).

Groupe Libertaire de Lyon. — Le groupe se réunit tous les mardis et vendredis à 20 h. 30, au local, salle Sacco-Vanzetti, 171, rue Duguesclin (angle cours Lafayette), tous les dimanches matin, de 10 heures à midi, permanence bibliothèque, journaux, etc., etc.

Il est rappelé à tous les camarades de la région Lyonnaise que le groupe organise pour le dimanche 11 novembre à 9 h. du matin, au local, une grande réunion qui a pour but la réorganisation du groupe et l'organisation de la propagande dans la région. Tous les camarades, quelle que soit leur tendance, sont invités à y assister et à y apporter leurs points de vue et suggestions.

Groupe Espérantiste ouvrier. — Dimanche matin, à 9 h., Bourse du Travail, cours d'espéranto pour camarades de langue polonoise.

UNIVERSITE POPULAIRE

INTERCOMMUNALE

Vincennes, Saint-Mandé, Montreuil, Fontenay. — Mercredi 11 novembre, à 20 h. 30, salle Colmet, rue Marcelin-Berthelot, Montreuil. La Tribune Libre de l'U. P. I., Vincennes-Saint-Mandé, Montreuil, Fontenay, organise un grand débat contradictoire sur les accidents du travail et les assurances sociales, par Suzanne Lévy, avocate à la Cour d'Appel de Paris, qui traitera ces deux sujets qui ne peuvent qu'intéresser la classe ouvrière.

Le public participera au débat.

Participation aux frais, 2 fr. ; carte familiale : 3 personnes, 4 fr. 50 ; 4 personnes, 6 fr. ; 5 personnes, 7 fr. 50.

La Voix de Province

BORDEAUX

Un appel

Depuis 25 jours, notre camarade Fennis est à l'hôpital.

Son cas tout à fait grave, l'empêchera encore longtemps de pouvoir subvenir à ses besoins ainsi qu'à ceux de sa compagne. Le camarade Fennis a subi une opération intestinale, qui même sans aggravation, Nobligerà à ne pas travailler pendant une longue période. Ce camarade est un de nos meilleurs compagnons ; un groupe de copains qui se sont émus de son cas, désirent qu'il lui soit versé en aide, en conséquence : les camarades sympathisants, sont priés d'envoyer les fonds au camarade Nelson, Bourse du Travail (1^{er} étage), 42, rue Lalande, Bordeaux (Gironde).

LILLE

(D'après l'« Echo du Nord ») : « Les miliciens de la classe 1927, dans une délicieuse pensée de la honte, ont rendu aux héros du 43^e R.I., un émouvant hommage. Réunis devant le monument élevé aux glorieux morts, ils ont écouté M. Courcol exalter l'esprit de sacrifice des disparus. Après que les vertus des héros, fantassins eurent été ainsi magnifiées, etc... »

Et ils osent dire cela, sans rire, ni rougir ! Ils n'ont même pas oublié la minute de recueillement. Ah ! l'esprit de sacrifice des pauvres gars qui, la rage au cœur, ivre de tafia et de poudre, se jetaient dans la fournaise comme de pauvres fous ; bêtait inconscient, se poussant, se bousculant, pour arriver plus vite sous le rouleau du boucher.

Vertus héroïques ! Ce n'est pas vrai ! Vous mentez ! Ils ne possédèrent pas ces vertus, ces hommes que vous arrachez aux bras de leur maman, de leur compagne et qui partaient en pleurant.

Et s'il est des malheureux inconscients qui partent joyeux, c'est qu'ils n'avaient pas compris que, sous le pavillon de la Guerre du Droit se cachaient les appétits immondes, les combinaisons louches des potentats sanglants, de la Finance et de l'Industrie.

C'est pourquoi, nous, les anarchistes, nous venons vous crier : « Assez de mensonges, assassins et trafiquants ! Traquants de chair humaine, vous n'avez pas le droit d'insulter vos morts ! Ne venez plus souiller, de votre bave et de vos déjections, les pauvres malheureux qui donneront leur jeunesse, leur vie pour le plus grand profit de vos coffres-forts ! »

Vous avez encore du sang sur les mains ! Arrière ! »

MONTPELLIER

Meeting Paul Vial

C'est le mercredi 31 octobre que le groupe des amis de P. Vial avait organisé un meeting pour obtenir la libération du pacifiste qui expie la-bas le crime d'avoir été anti-militariste pendant la guerre. Contrarié par le mauvais temps, c'est tout de même devant une salle suffisamment garnie que les orateurs firent connaître l'affaire Vial.

Pris successivement la parole Paul Martin, de l'Union locale confédérée, Jajurel, du parti socialiste, Parouel du parti communiste et René Ghislain, de l'Union anarchiste ; ce dernier déclara aux auditeurs que Vial ne serait libéré que si le prolétariat de France avait l'énergie de l'exiger par tous les moyens. A la fin de la réunion un ordre du jour fut voté à l'unanimité et malgré le peu de chance de ces sortes de procès, il fut décidé de l'envoyer au ministère de la Justice pour lui demander la libération de P. Vial.

Un service à nous rendre

« Le Libertaire » cherche d'urgence un local de préférence près d'une station de métro et à loyer modéré, se mettre en rapport avec N. Faucier au « Libertaire ».

Un emmuré qui revient à la vie

J'ai reçu, il y a quelques jours, une lettre d'une bonne camarade de Vierzon, la camarade Lina Méline, avantageusement connue dans la région du Centre. Or, cette lettre contient une nouvelle qui fera pénétrer un peu de joie dans tous les cœurs anarchistes. Il s'agit de la libération du camarade Lambin, son frère, qui fut condamné en 1904 à l'âge de 20 ans, à la détention perpétuelle pour un acte de terrorisme perpétré en Belgique. Il a été gracié et il est libre depuis quelques jours.

Son moral est très bon, ainsi qu'il fut toujours », me dit Lina Méline. Je suis certain que tous les anarchistes partageront son contentement. C'est en même temps une occasion de souligner la vie téressante de Lina Méline, qui est compagne, mère et sœur d'anarchistes.

Jean Peyroux.

Petite Correspondance

Un camarade pourrait-il nous procurer un numéro du « Libertaire » du 12 septembre 1920. Envoyer à Faucier, au « Libertaire ».

Osérée. — Veux-tu me rappeler ta nouvelle adresse ? Faucier.

Chapeland. — Les modifications dans le service partent de ce numéro.

St-Etienne. — Copie arrivée trop tard, passera prochain numéro.

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Internationale sera fermée le lundi, mercredi et vendredi matin, pour permettre au libraire de faire le réapprovisionnement.

De nombreux camarades et sympathisants n'assistaient pas à ce meeting, nous leur demandons de se dérangier lors des prochaines réunions du groupe des amis de Paul Vial, créé spécialement pour la campagne en faveur de notre camarade et qui réunit dans son sein des hommes de toutes les tendances et de tous les partis.

Spectator.

PEZENAS

Meeting Paul Vial

Le jour même où des associations patriotiques se rendaient en foule dans les cimetières pour enlever morts ceux qu'ils tièrent vivants, le groupe de Pézenas faisait connaître aux habitants l'affaire Paul Vial.

Notre camarade René Ghislain se chargea d'exposer la vie de Paul Vial, il le montra militant pour la paix en 1917 ; au moment où ce fait constituait un crime, surtout quand on était dans la situation de notre camarade, c'est-à-dire, déserteur, il montra Vial menant — même dans cet enfer — une vie exemplaire, à tel point que le directeur avait demandé pour lui une réduction de peine.

Faisant enfin appel aux sentiments de solidarité qui doivent se trouver dans tout cœur humain, il demanda instamment à l'auditoire de ne pas rester sur ce simple effort (l'audition d'une conférence), mais de faire partout dans leur entourage, la campagne en faveur de Paul Vial, afin de sauver du bagne l'homme innocent qui y souffre et qui y mourra si nous ne le sauvons pas.

Mais si au théâtre Massenet, les spectateurs pouvaient — comme c'est d'usage dans tous les établissements de ce genre — sortir à l'entracte il n'en est pas de même dans cette nouvelle salle.

Le propriétaire est « mastroquet », et en vertu de ce principe que le « bistro » est roi et le propriétaire maître chez lui, il a décidé que nul ne sortirait à l'entracte, que ceux qui désirent se rafraîchir devaient consommer chez lui.

Le jour de l'ouverture, une dizaine de spectateurs décidèrent de protester contre cet abus, immédiatement l'unanimité se fit autour des protestataires, et tout le monde put sortir librement aux entr'actes.

Mais le propriétaire veillait, les jours suivants fort de l'appui des agents et grands républicains il interdit formellement à quiconque de sortir, permettant seulement au public de se promener jusqu'aux portes de sortie. Cela ne suffit pas, Allons, Stéphanois, allez-vous continuer de vous incliner devant cet « ukase ». Nous ne le pensons pas. Il suffirait que les 1.500 personnes qui confinent la salle, et dont le désir est de sortir, insistent et la force de police ne sera plus une muraille infranchissable.

Il suffit d'un peu d'énergie et le résultat ne se fera pas attendre ; avant peu nous verrons aux portes de sortie les employés chargés de délivrer les contre-marches. Mais voilà... faut-il vouloir ! Est-ce trop vous demander ?

COMITÉ D'ENTR'AIDE

CAMARADES, N'oubliez pas que « L'ENTR'AIDE » soutient LES EMPRISONNES ET LEURS FAMILLES.

FAITES DONC UN PETIT EFFORT POUR REMPLIR SA CAISSE.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DELOBEL.

Imprimerie spéciale du Libertaire 10-12, rue Paul-Lelong, Paris.